

Arrondissement de Nîmes
Ville de BAGNOLS-SUR-CEZE
Service Sécurité et Police Municipale
Domaine libertés publiques et pouvoirs de police

ARRÊTÉ MUNICIPAL n°2026-03-223

Objet : règlementant le stationnement Montée des Oliviers

Le Maire,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L 2213.1,

Vu le Code de la route et notamment les articles R 110.1, R 110.2, R 411.5, R 411.8, et R 411.25 à R 411.28,

Vu le Code pénal,

Vu le Code Pénal et notamment l'article R26-15,

Vu l'arrêté municipal en date du 04 février 1975 et les arrêtés le modifiant,

Considérant la nécessité de réglementer les conditions de stationnement montée des oliviers

ARRÊTE

Article 1 : Stationnement

Le stationnement est interdit à tous les véhicules sur la totalité de la Montée des Oliviers des deux côtés.

Article 2 : Seuls sont tolérés à stationner les véhicules de sécurité, d'urgence et de secours.

Article 3 : Signalisation

Deux panneaux B6a1 (interdiction de stationner) sont installés Montée des oliviers à la jonction avec le chemin du Bosquet et à la jonction avec la montée de France.

Article 4 : Exécution

Les dispositions visées aux articles 1 et 2 sont applicables dès la mise en place de la signalisation permanente réglementaire aux endroits appropriés.

Les services techniques municipaux sont chargés de mettre en place la signalisation permanente réglementaire aux endroits appropriés

Article 5 : Le présent arrêté peut faire l'objet des recours suivants :

1 Recours gracieux, conformément aux dispositions des articles L.410-1 et suivants du Code des relations entre le public et l'administration, il est possible de former un recours gracieux adressé à Monsieur le Maire de Bagnols-sur-Cèze, Place Auguste Mallet – 30200 Bagnols-sur-Cèze. Ce recours doit être exercé dans un délai de **deux (2) mois** à compter de la date de notification du présent arrêté aux personnes auxquelles il se rapporte, ou à compter de sa publication s'agissant d'un tiers.

2 Recours contentieux, conformément aux articles R.421-1 et suivants du Code de justice administrative, l'arrêté peut également faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes, 16 Avenue Feuchères – CS 88010 – 30941 Nîmes, dans un délai de **deux (2) mois** à compter de sa notification aux personnes auxquelles il se rapporte ou de sa publication s'agissant d'un tiers, ou à compter de la notification rejetant le recours gracieux. Le recours contentieux peut être déposé par voie dématérialisée, via l'application « Télérecours citoyens », accessible à l'adresse suivante : <https://www.telerecours.fr>.

Article 6 : La présente autorisation n'est accordée qu'à titre précaire et ne constitue qu'une pure tolérance sous réserve des droits des tiers. Elle peut toujours être modifiée ou révoquée en tout ou en partie lorsque l'administration municipale le jugera utile à l'intérêt public. Le permissionnaire est tenu de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, sans qu'il puisse s'en prévaloir pour réclamer une quelconque indemnité.

La Commandante de Police nationale, Monsieur le Chef du service Sécurité et Police municipale, Monsieur le Directeur Général des services et toute personne de la force publique sont chargés de l'application du présent arrêté.

Fait à Bagnols-sur-Cèze,
Le 11 mars 2026

Le Maire,
Jean-Yves CHAPELET

